

**RAPPORT N° 2022/2-38**  
**au Bureau de la Communauté**  
**en séance du vendredi Avril 2022**

**OBJET**

**INSTITUTION D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST)**

La loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, afin de développer une vision intégrée des politiques de ressources humaines et des conditions de travail, a créé une instance unique, en remplacement des comités techniques (CT) et des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT).

Cette instance unique est le Comité Social Territorial qui entrera en vigueur lors du prochain renouvellement général des instances dans la fonction publique prévu au mois de décembre 2022.

Ainsi, un comité social territorial (CST) est obligatoirement créé dans chaque collectivité employant au moins 50 agents et il convient de fixer le nombre de représentants du personnel et de la collectivité au sein de cette instance, de décider ou non du paritarisme numérique et du recueil ou non de l'avis des représentants de la collectivité lors des réunions des CST.

Pour les collectivités de plus de 200 agents, il est en outre obligatoirement institué au sein du CST, une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail. Conformément au décret 2021-571 du 10 mai 2021, le nombre de représentants du personnel dans cette formation est identique à celui siégeant au CST. Il convient cependant, comme pour le CST, de décider ou non du paritarisme numérique et du recueil ou non de l'avis des représentants de la collectivité lors des réunions de cette formation spécialisée.

Les organisations syndicales ont été consultées en réunions de dialogue social les 23 février 2022 et 31 mars 2022. Elles se sont accordées unanimement pour fixer à 6, le nombre de représentants du personnel titulaires pour siéger au sein du CST.

Ces deux consultations ont également permis de communiquer aux organisations syndicales, les effectifs de la collectivité au 1<sup>er</sup> janvier 2022, précisant la répartition femmes/hommes, d'échanger pour le CST et la Formation Spécialisée, sur la question de la composition paritaire ou non entre le collège des représentants du personnel et celui de la collectivité et de préciser la position sur le recueil de la voix délibérative ou non du collège de la collectivité.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- Décider la création d'un Comité Social Territorial local (CST).
- Fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du CST à 6.
- Fixer le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein du CST à 4.
- Autoriser le recueil, par le CST, de l'avis des représentants de la collectivité.
- Instituer une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du CST.
- Fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein de la formation spécialisée à 6.
- Fixer le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein de la formation spécialisée à 4.
- Autoriser le recueil, par la formation spécialisée, de l'avis des représentants de la collectivité.

**Le Président,**  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974209740119-20220408-BC2022-2-38-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

**DECISION N°2022/2-38  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 08 Avril 2022**

**OBJET**

**INSTITUTION D'UN COMITE SOCIAL TERRITORIAL (CST)**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (..) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

En outre,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment les articles L.251-5 à L.251-10

Vu le décret n° 2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics ;

Considérant qu'un Comité Social Territorial doit être créé dans chaque collectivité ~~ou établissement public employant au moins 50 agents ;~~

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20220408-BC2022-2-38-DE  
Date de télétransmission : 14/04/2022  
Date de réception préfecture : 14/04/2022

Considérant qu'une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est instituée dans chaque collectivité ou établissement public employant au moins 200 agents ;

Considérant que l'effectif constaté au 1<sup>er</sup> janvier 2022 est au moins égal à 200 agents ;

Considérant qu'une consultation des organisations syndicales est intervenue en réunions de dialogue social les 23 février 2022 et 31 mars 2022, soit six mois au moins avant la date du scrutin ;

Vu l'avis des Commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2022/2-38 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE,  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

De créer un Comité Social Territorial local (CST).

**ARTICLE 2**

De fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du CST à 6.

**ARTICLE 3**

De fixer le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein du CST à 4.

**ARTICLE 4**

D'autoriser le recueil, par le CST, de l'avis des représentants de la collectivité.

**ARTICLE 5**

D'instituer une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein du CST.

**ARTICLE 6**

De fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein de la formation spécialisée à 6.

**ARTICLE 7**

De fixer le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein de la formation spécialisée à 4.

**ARTICLE 8**

D'autoriser le recueil, par la formation spécialisée, de l'avis des représentants de la collectivité.

Nombre de votants : 15 (dont 2 procurations) Suffrages exprimés : 15 Vote pour : 15 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde **13 AVR 2022**

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20220408-BC2022-2-38-DE Date de télétransmission : 14/04/2022 Date de réception préfecture : 14/04/2022
--